LES FEMMES DANS LA MÉDITERRANÉE

Promouvoir la participation des femmes à la vie économique

SOMMAIRE

2
▪ Les femmes actrices du développement économique en Méditerranée

3
▪ Favoriser l'entrepreneuriat au féminin

4
▪ Med NC, une nouvelle chance pour les femmes méditerranéennes

5
▪ Une économie solidaire, sociale… et féminine

6
▪ Donner de la voix aux femmes dans les médias méditerranéens

7
▪ « Un village, un produit », et des femmes aux commandes

8
▪ « Il faut une éducation à la citoyenneté »

Dossier réalisé par
econostrum.info
L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE EN MÉDITERRANÉE

À RETROUVER SUR
www.econostrum.info

L'Union pour la Méditerranée a mis l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes au coeur de son mandat, parmi ses 3 principales priorités d'action.

Pour ce faire, l'UpM promeut l'égalité des sexes comme étant une priorité de sa politique publique; elle soutient des projets concrets bénéficiant plus de 50.000 femmes sur le terrain, et agit comme une plate-forme régionale afin de faciliter les synergies entre tous les acteurs de la région, la création de parteniariats avec les organisations internationales et régionales, les donateurs, le secteur privé et les organisations de la société civile.

Le Secrétariat de l'UpM a également commencé la construction d'un dialogue multilatéral régional sur l'autonomisation des femmes, impliquant les gouvernements et des organisations non-gouvernementales, qui visent à surveiller les engagements des parties prenantes et à faciliter l'échange d'informations, d'expériences, de bonnes pratiques et des opportunités entre les acteurs clés impliqués dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Les femmes actrices du développement économique en Méditerranée

Photo F Matéo / econostrum.info

Delphine Borione, Secrétaire générale adjointe pour les affaires sociales et civiles de l'UpM.

Encourager la participation des femmes à la vie économique ne se réduit pas seulement à un enjeu social. Il s'agit également d'une clé pour le développement.

Tout effort de développement économique en Méditerranée sera vain si les femmes n'y participent pas davantage. C'est une réalité, et presque une profession de foi pour le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée, dont la stratégie dans ce domaine s'appuie sur quatre piliers. D'abord la mise en œuvre de projets directement axés sur l'autonomisation socio-économique des femmes. Deuxième objectif, intégrer la dimension du « genre » dans la totalité des projets de l'Union pour la Méditerranée. Il s'agit ensuite d'établir des partenariats sur ce thème avec l'ensemble des institutions partenaires et des bailleurs de fonds. L'UpM entend enfin jouer pleinement son rôle de plate-forme d'échange multi-acteurs entre les 43 États membres pour créer des synergies et des échanges de bonnes pratiques.

C'est dans cet esprit inclusif que le Secrétariat Général de l'UpM organise chaque année une Conférence de haut niveau regroupant de très nombreuses organisations du sud et du nord de la Méditerranée. Cette année, le Secrétariat Général de l'UpM, a l'ambition de faire plus et mieux, avec deux réunions importantes en prélude de la Conférence, regroupant des gouvernements membres de l'UpM et des acteurs clés de la région.

Il s'agit de faire un premier bilan des réalisations depuis la Ministérielle de septembre 2013, et de lancer un dialogue régional pour identifier les actions opérationnelles et concrètes à conduire pour transformer les engagements politique ambitieux en réalisations sur le terrain.

Pour Delphine Borione, Secrétaire générale adjointe pour les affaires sociales et civiles de l'UpM, « *le bassin méditerranéen reste l'espace où les femmes sont le moins intégrées au monde du travail. Près de 23% seulement des femmes participent au marché du travail. Cela impacte directement le niveau du PIB. Assurer une égale participation des femmes à la vie économique augmenterait les revenus dans les pays d'Afrique du Nord-Moyen Orient de plus de 25%. Le thème que nous avons choisi pour cette Conférence est donc à la fois un enjeu social majeur pour le développement des sociétés, une question de droits humains, mais aussi tout simplement de la "smart economy."* »

« Créer des ponts entre la formation et l'emploi »

Cet événement clé pour l'UpM et la région euro-méditerranéenne se focalisera cette année sur quatre thématiques prioritaires, porteurs d'opportunités nouvelles : la promotion de la femme dans l'économie sociale et solidaire, l'économie verte, les technologies de l'information et de la communication et enfin sur le rôle des médias comme vecteur de changement de l'image de la femme.

Delphine Borione prend l'exemple du numérique pour souligner cette réalité, chiffres à l'appui : « *Une étude de l'Union européenne prouve que l'accroissement de la présence des femmes dans ce secteur augmenterait de 9 mrds € le PIB européen !* »

La réflexion doit aussi porter sur les stéréotypes de « la femme au travail » et l'accès à la formation. « *Nous devons créer des ponts pour établir de meilleurs liens entre formation et emploi, pour aider les entreprises du secteur privé qui le souhaitent à augmenter la présence des femmes, à encourager l'esprit d'entreprise et ouvrir de nouveaux créneaux pour les femmes, par exemple dans le numérique* », ajoute Delphine Borione.

Favoriser l'entrepreneuriat au féminin

Après une première phase réussie, le projet de l'Union pour la Méditerranée développé par des femmes chefs d'entreprises, « Jeunes femmes créatrices d'emplois », a été élargi à trois autres pays : l'Égypte, la Tunisie et l'Albanie.

Le projet labélisé par l'Union pour la Méditerranée (UpM) « Jeunes femmes créatrices d'emplois » atteint déjà la phase 2. Un projet confié à l'Afaemme[1], une fédération d'associations méditerranéennes de femmes chefs ou créatrices d'entreprises, qui regroupe aujourd'hui 44 associations dans 27 pays autour de la Méditerranée. « *Au cours de la première phase nous avons analysé tout particulièrement les manques de compétences et les difficultés de financement* », explique Stella Mally, coordonnatrice internationale de l'Afaemme.

Cette action a touché 800 jeunes étudiantes de 32 universités méditerranéennes (Maroc, Jordanie, Palestine et Espagne). Pour soutenir l'initiative, l'UpM a su convaincre les bailleurs de fonds, dont la Norvège et Gas Natural. Monaco s'inscrira dans la « phase 2 » du projet qui démarre avec un budget de 350 K€ pour des actions qui concerneront désormais la Jordanie, le Maroc, la Palestine, la Tunisie, l'Albanie et l'Égypte. Ces six pays partagent plusieurs caractéristiques concernant les femmes : un fort taux de chômage, un excellent niveau de formation, et des freins sociaux qui les empêchent d'exprimer tout leur potentiel. « *Il s'agit désormais de donner les moyens aux jeunes créatrices d'entreprises de mieux accéder aux financements* », ajoute Stella Mally.

Photo Afaemme

« Pas de différence de genre dans la création d'entreprises »

La première phase du projet a permis de constater qu'il n'existait pas des « spécificités de genre » dans la création d'entreprises. Tous les secteurs d'activité se trouvent concernés. « *Les stéréotypes sont en fait liés à la vision de la femme dans chaque pays, d'où l'importance pour nous de renforcer les moyens des associations partenaires locales. C'est pourquoi notre fédération fonctionne en réseau* », ajoute Helena de Felipe Lehtonen, présidente de l'Afaemme.

D'autres dispositifs œuvrent en faveur du soutien à l'entrepreneuriat des femmes en Méditerranée, dont celui de l'ONG américaine CEED (Centre of Entrepreunarial and Executive development). Cette ONG se veut dédiée à tous les créateurs d'entreprises, mais enregistre une forte proportion de femmes dans les délégations méditerranéennes, et particulièrement au Maghreb. Au Maroc, les créatrices et gestionnaires d'entreprises représentent 100% des bénéficiaires du programme d'accompagnement CEED Grow, un projet en cours de développement en partenariat avec l'UpM, permettant de garantir une croissance à travers le développement des réseaux et du savoir-faire. Ce dispositif participe à la tendance générale de féminisation du monde de l'entrepreneuriat au Maroc, qui compte actuellement 5 000 femmes entrepreneurs, mais où elles ne représentent encore que le quart de la population active.

[1] *Association of Organisations of Mediterranean Businesswomen*

Med NC, une nouvelle chance pour les femmes méditerranéennes

Le réseau méditerranéen nouvelle chance (Med NC) s'appuie sur l'expérience des Écoles de la deuxième chance déployées à Marseille puis en France avec succès. Il permet notamment aux jeunes femmes de bénéficier d'un parcours personnalisé pour sortir de l'exclusion du marché du travail.

Photo Med NC

Le réseau MedNC consiste à développer un réseau de dispositifs d'insertion professionnelle accrédités « Nouvelle Chance » destinés à soutenir les jeunes Méditerranéens et Méditerranéennes dans leur accès à l'employabilité.

Selon l'Organisation internationale du travail, seules 15% des Algériennes, 25% des Tunisiennes et 27% des Marocaines bénéficient d'un emploi.

Les jeunes femmes « ni étudiantes, ni employées, ni stagiaires », ces fameux « NEET », constituent un vrai enjeu social mais aussi un foyer potentiel d'opportunités. Fortement inspiré du savoir-faire du réseau français des Écoles de la deuxième chance (E2C) né à Marseille, Med NC se déploie désormais au Maroc et en Tunisie pour offrir à la jeunesse maghrébine la possibilité d'un nouveau départ dans la vie. Labelisé par l'Union pour la Méditerranée, Med NC aide notamment les femmes méditerranéennes à sortir de l'exclusion en leur permettant de trouver un emploi après une mise à niveau des compétences et un parcours personnalisé incluant des expériences en entreprise.
« *La Mission Locale de Marseille (ndlr : association centrée sur l'emploi des jeunes) m'a orientée vers l'école de la deuxième chance de Marseille. J'ai commencé par une remise à niveau dans les matières de base puis j'ai eu l'opportunité d'effectuer trois stages de neuf mois dans les hôpitaux* » explique Delphine Crespo (26 ans), secrétaire médicale au sein du nouvel Hôpital Européen de Marseille depuis fin 2013. Cinq ans auparavant, elle décrochait après l'échec de son Bac pro en secrétariat, et enchaînait les petits boulots sans réelle perspective d'avenir. Grâce à son contrat à durée indéterminée, cette jeune femme a pu passer son permis de conduire et dispose de son appartement. Elle se dit « *heureuse d'avoir gagné son indépendance.* »

Échange de savoir-faire

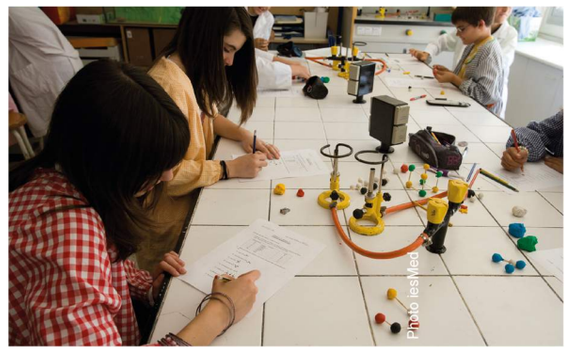
Initié en 2013, le réseau méditerranéen Med NC tire parti de l'expérience du réseau français. Il compte déjà cinq centres de compétences au Maroc promus par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP). Les femmes y représentent 54% des effectifs.

En Tunisie l'initiative date de janvier 2015, sous l'impulsion d'enseignants bénévoles de l'ISCAE (Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises) et cible des diplômés de l'ISCAE au chômage. Sur les vingt-deux étudiants inscrits au programme, dix-neuf sont des femmes. « *En Algérie, nous espérons identifier un organisme pour la rentrée prochaine. Nous avons également des contacts en Égypte avec le gouverneur d'Alexandrie* », précise Anis Saïdi, chargé du programme Med NC.

D'ici à la fin de l'année 2016, le programme profitera à 1 500 jeunes dont 60% de femmes.

Une économie solidaire, sociale… et féminine

L'Économie solidaire et sociale joue un rôle actif dans l'intégration économique des femmes en Méditerranée. **Témoignage de Rodérick Egal**, président de la société coopérative iesMed (Innovation & Économie Sociale en Méditerranée).



L'école Ginebró, coopérative d'enseignement créée il y a plus de 40 ans en Catalogne. Un modèle d'entreprise de l'Économie Solidaire et Sociale soutenue par l'iesMed.

Quel rôle joue l'Économie Solidaire et Sociale pour l'intégration économique des femmes ?

Rodérick Egal : L'Économie Solidaire et Sociale (ESS) joue un rôle actif dans l'intégration des femmes en Méditerranée, notamment au Maroc, où se sont développées beaucoup de coopératives gérées par des femmes, principalement dans les secteurs de l'artisanat et de l'agriculture. Mais, il s'agit d'une catégorie qui reste injustement considérée comme « l'économie des pauvres ». Pourtant ces entreprises fonctionnent avec le même souci de rentabilité, sauf que dans l'Économie solidaire et sociale, l'argent ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen. La redistribution des richesses ne s'effectue pas au profit d'actionnaires, mais au bénéfice de ceux qui produisent et pour développer l'entreprise… Comme en témoigne le plus grand groupe coopératif mondial, l'espagnol Mondragon.

Mais en quoi l'ESS peut permettre aux femmes de mieux s'intégrer dans l'économie ?

Rodérick Egal : Les femmes sont directement concernées car il s'agit d'un type d'économie leur permettant de s'émanciper et de construire leur propre autonomie, tout particulièrement dans les sociétés traditionnelles. L'économie sociale et solidaire repose sur la volonté de jouer son rôle de citoyen, donc de participer activement à la société. Je suis convaincu qu'il s'agit d'un enjeu majeur pour les femmes.
Au sud de la Méditerranée, cette économie embryonnaire reste liée aux problématiques de développement. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles les entreprises d'ESS éprouvent des difficultés à accéder au financement dans ces pays.
Les banquiers ne font pas confiance à ces entreprises n'ayant pas, selon eux, vocation à devenir grandes… d'où l'intérêt de changer cette vision.

Le rôle prédominant de l'Union pour la Méditerranée

Quel rôle peut jouer l'Union pour la Méditerranée pour améliorer la situation ?

Rodérick Egal : Je suis persuadé que l'Union pour la Méditerranée a un rôle très important à jouer pour une meilleure intégration des femmes dans l'économie solidaire et sociale.

> « Un enjeu majeur pour l'intégration économique des femmes en Méditerranée

Il me semble essentiel que le secteur privé s'implique dans ce domaine au sud de la Méditerranée. C'est justement cette capacité à créer des synergies entre le public et le privé qui rend l'Union pour la Méditerranée si importante. Sans oublier la faculté de rapprocher les acteurs de cette économie avec les bailleurs de fonds, afin de permettre le partage d'outils de financement qui n'existent pas encore vraiment.

L'un des objectifs de l'iesMed vise à créer une culture « meso » en rapprochant les bailleurs « macro », ceux qui aujourd'hui financent le développement en Méditerranée, des projets « micros » notamment portés par les femmes en Afrique du Nord. Et l'Union pour la Méditerranée est particulièrement bien placée pour accompagner ce rapprochement.

Donner de la voix aux femmes dans les médias méditerranéens

Mieux intégrer les femmes dans les médias en luttant contre les stéréotypes permettrait non seulement de leur donner plus de pouvoir économique mais également d'assurer une diversité de l'information. Soutenu par l'Union européenne, le projet MedMedia s'y emploie.

Une étude menée par Maria João Cunha, professeur à l'Institut de sciences Sociales & Politiques de l'université de Lisbonne, dresse un constat implacable en mettant en parallèle la participation et la représentation des femmes dans les médias.
Côté « participation », l'universitaire observe une inégalité dans l'accès et la répartition des postes à responsabilités entre hommes et femmes. Côté « représentation » de la femme dans les médias, une vision homogène s'impose, à partir des stéréotypes véhiculés notamment par la publicité, qui façonnent et cultivent l'image d'une « femme objet » (avec des items récurrents : beauté, jeunesse, perfection, sophistication, succès, séduction et minceur).

Il apparaît donc logique de s'interroger sur ces deux facettes médiatiques de la femme, et leurs relations. Gageons que le changement du type de représentation assurerait une meilleure participation des femmes dans les médias. Car le poids des stéréotypes demeure un obstacle pour les femmes voulant accéder aux métiers de la communication.
Il s'agit de l'un des axes du projet MedMedia visant à créer un environnement favorable à la réforme des médias dans la région sud de la Méditerranée (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Jordanie, Liban et Palestine). MedMedia doit également faciliter la prise de conscience des pressions imposées aux femmes désireuses d'accéder aux postes de décisions dans ce domaine, et qui peuvent se traduire par un harcèlement sexuel ou moral participant finalement aussi de leur marginalisation.

Photo MedMedia

Un atout pour donner davantage de pouvoir économique aux femmes

« *Il existe un enjeu politique à une meilleure intégration des femmes dans les médias, car cela permettra de leur donner davantage de pouvoir économique dans les sociétés traditionnelles, notamment au nord de l'Afrique* », estime Leila Nachawati, professeur à l'Université Carlos III de Madrid, et blogueuse hispano-syrienne : « *Nous constatons que les femmes montrent une approche parfois différente, en particulier dans la couverture journalistique des conflits, où elles ont tendance à s'intéresser davantage à la vie quotidienne des populations, comme aux questions sociales et politiques*. »

« *Le plus important* », poursuit Leila Nachawati, « *c'est de faire évoluer les cadres législatifs pour donner davantage de protection aux journalistes envoyés sur le terrain. Une femme peut en effet être davantage exposée aux pressions exercées par les autorités dans les zones de conflits, même si les exemples admirables de Mayte Carrasco ou Zaina Erhaim en Syrie prouvent que les femmes savent résister à ces pressions* ».

« Un village, un produit », et des femmes aux commandes

Le programme « Un village, un produit » de la politique européenne de voisinage vise à favoriser l'émergence des femmes dans le développement des régions agricoles.

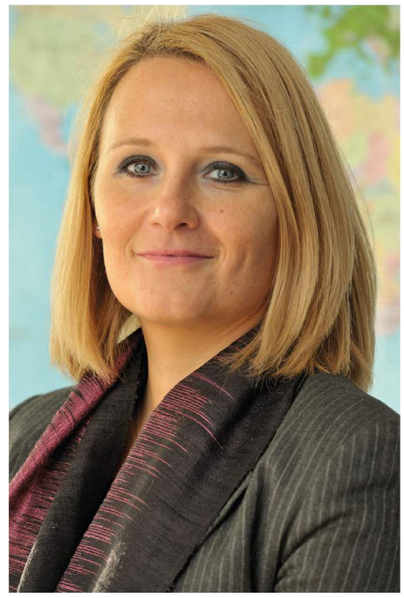


Photo Commission européenne

Maja Kocijancic, porte-parole de la Commission européenne

Au gouvernorat égyptien de Béni Suef, au sud du lac de Qaroun, les femmes ont pris en main la production de lait, et du coup leur destin. Les productrices apportent leur lait à la coopérative locale. Au centre d'achats, elles négocient directement le prix, en fonction de la qualité. Ces femmes productrices, formées à l'hygiène et aux techniques de transformation du lait, ont acquis un nouveau pouvoir, basé sur la compétence.

Ce projet de 50 000 € concerne 700 petites productrices. Il a été rendu possible par un accord de partenariat entre la coopérative, une ONG locale, le Fonds Social de Développement, et le groupe laitier Danone, avec un budget alloué par l'Union européenne.

« *Les projets de type « Un Village, Un Produit » doivent promouvoir l'accès et la participation effective des femmes à la vie économique et publique. Ils s'attaquent aux obstacles qui les ont empêché d'y entrer* » soutient la porte-parole de la Commission européenne, Maja Kocijancic, citant l'exposé des motifs de l'UE, qui co-finance l'opération. Il s'agit ici de donner les moyens, juridiques, techniques, économiques, et la formation nécessaire aux femmes de milieux ruraux pour les aider à émerger dans la sphère économique.
« *Ce modèle est basé sur le renforcement des savoir-faire locaux féminins, le développement de leurs connaissances des aspects économiques, et la promotion de partenariats générateurs d'emplois* » poursuit la porte-parole.

400 femmes lancent leur entreprise

Ce type de projets s'inscrit dans un programme d'ensemble lancé en 2012 par l'ONU-Femmes et l'Union européenne, portant sur plus de huit millions d'euros. Baptisé Spring Forward, il vise prioritairement la Libye, la Jordanie, La Tunisie, et l'Égypte.
Ainsi, dans la région de Béheira, au sud du Caire, des agricultrices ont été invitées à développer leurs propres entreprises de transformation d'artichauts.
Le programme a déjà permis à 400 femmes de lancer leurs entreprises. Il faut au moins cinq personnes pour transformer l'artichaut cueilli tôt le matin, en cœur exportable. Environ 8 000 emplois ont été ainsi créés. Des femmes surtout, mais également le mari chômeur, le frère…

La question de la création de la valeur ajoutée était à l'ordre du jour de la Conférence sur l'autonomisation socio-économique des femmes, organisée par le Secrétariat de l'UpM en 2014. La même année, l'Union pour la Méditerranée lançait un projet « compétences au service de la réussite - employabilité des femmes », mis en œuvre par l'Amideast. Il permet de renforcer les compétences des jeunes femmes à la recherche d'emploi et à la situation précaire, en Tunisie, au Maroc, en Jordanie et au Liban.

Seules 25% des femmes participent au marché du travail au sud de la Méditerranée. Et leur nombre augmente avec une extrême lenteur : 0,17% par an depuis trente ans.

« Il faut une éducation à la citoyenneté »

Labellisé par l'Union pour la Méditerranée, et fondé sur un partenariat gouvernements et ONG, le projet « Former des citoyens responsables », entend contribuer à inculquer dès l'école des valeurs de développement solidaire et durable, de liberté et d'égalité des genres. **Chiara Guidetti, directrice générale d'Ideaborn**, *évoque les enjeux de cette démarche pour les femmes méditerranéennes.*

Photo DR

Quelle est l'origine du projet « Former des citoyens responsables » ?

Chiara Guidetti : Depuis l'avènement des printemps arabes, nous nous sommes rapprochés de l'Union pour la Méditerranée (UpM) pour mettre à profit notre expérience en matière d'éducation à la citoyenneté. Une expérience éprouvée jusqu'alors en Amérique du Sud. Le projet « Former des citoyens responsables » en Méditerranée a ainsi été labellisé en 2014 par l'UpM. Nous allons le mettre en œuvre en coopération avec des ONG locales en Égypte, au Maroc et en Tunisie. Nous comptons aussi sur le partenariat avec les ministères de l'Éducation respectifs. Nous misons sur un budget prévisionnel de 730 K€, en partie pris en charge par le gouvernement de Norvège.

Quels sont les objectifs précis du projet ?

Chiara Guidetti : En premier lieu considérer l'éducation à la citoyenneté comme un moyen de prévenir la violence, et plus particulièrement celle faite aux jeunes filles et aux femmes. Il s'agit d'abord d'étudier le contenu des livres pédagogiques dédiés aux enfants de dix à quinze ans dans les écoles des trois pays concernés, en travaillant en concertation avec les ministères d'Éducation pour établir des bonnes pratiques. Nous désirons faire participer les professeurs et les étudiants à ce projet pour qu'ils s'approprient les actions mises en œuvre, et les poursuivent au delà des trente mois de réalisation du programme.

« Une clé pour l'intégration économique des femmes »

En quoi cela peut-il participer à l'intégration économique des femmes ?

Chiara Guidetti : Nous parlons bien sûr ici d'enfants, mais cette éducation donnée aux plus jeunes constitue une clé extrêmement importante pour l'intégration économique des femmes, un moyen de faire prendre conscience d'une citoyenneté allant au-delà du genre. Et cela ne s'adresse pas seulement aux élèves, mais aussi aux professeurs qui vont pouvoir, à travers ce projet, se mettre en réseau pour échanger des bonnes pratiques. Il s'agit d'une méthode pour changer les stéréotypes pesant dans l'éducation des jeunes filles.

Réalisation www.econostrum.info - photo couverture DR- 05/2015